

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 13886
Numéro SIREN : 494 866 643
Nom ou dénomination : A2C

Ce dépôt a été enregistré le 14/12/2023 sous le numéro de dépôt 34319

A2C

SARL au Capital de 30 000 €

Siège Social 26 Rue de Picpus 75012 Paris

RCS 494 866 643 de Paris

Nombre des Parts : 100 , montant d'une part : 300 €

Procès verbal du 12 Décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois et le douze décembre, à treize heures, l'associé unique de la société s'est mis mis à l'AGE au siège de la société à 15H00. L'assemblée est présidée par Mme. NAVARRO Josée. La répartition des parts est de la manière suivante:

Mme NAVARRO Josée possède..... 50 parts
numérotées de 1 à 50.....50 % des parts
Mme. SELLOUNI EL KARKAR Badria possède.....50 parts
numérotées de 51 à 100.....50 % des parts

Total des Parts présentes ou représentées : **100** Parts, soit la totalité du capital social. Madame le Président déclare alors que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et prendre des décisions à la majorité requise. Puis, le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente réunion est le suivant :

- **Transfert du siège social**

Il donne ensuite lecture du rapport de la présidence et ouvre les débats. Un échange de vues intervient. Personne ne désirant plus prendre la parole, le Président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE ET UNIQUE RESOLUTION

L'AGE décide de transférer le siège social, à compter du 12 décembre 2023 « **4 Avenue Henri Barbusse 93700 Drancy** » corrélativement à cette résolution, ***l'article 4 des statuts est modifié***

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 16H00. De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par la présidence .

Fait à Paris

Le 12/12/2023

Certifié conforme à l'original par le Gérant

Conformément à l'AGE du même jour.

Certifié conforme à l'original



A2C

SARL au Capital de 30 000 €

RCS 494 866 643

Siège Social: 4 Avenue Henri Barbusse 93700 Drancy

LISTE DES PRECEDENTS SIEGES SOCIAUX

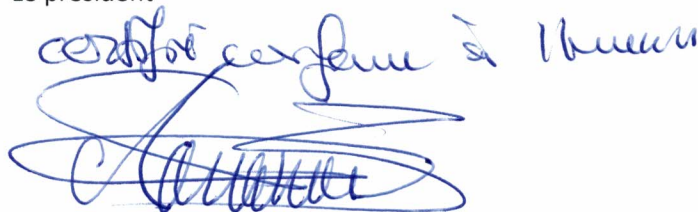
(Article R 123-110 du code de commerce)

<i>Siège social</i>	<i>Greffe du tribunal de commerce de</i>	<i>Début</i>	<i>Fin</i>
100 Av. Charles de Gaulle 95160 Montmorency	Pontoise	02/02/2007	20/07/2011
13 Rue Saulnier 92800 Puteaux	Nanterre	20/07/2011	27/05/2013
2 Passage Flourens 75017 Paris	Paris	27/05/2013	08/06/2020
35 Av. Victor Hugo 75116 Paris 16	Paris	08/06/2020	15/09/2022
26 Rue de Picpus 75012 Paris	Paris	15/09/2022	12/12/2022

Fait le 12/12/2023

Certifié conforme à l'original

Le président

certifié conforme à l'original


STATUTS

Mise à Jour du 12/12/2023
Article modifié : Siège social

Société à Responsabilités Limitées

A2C

Capital social : 30 000 €

SIEGE SOCIAL :

4 Avenue Henri Barbusse 93700 Drancy



Entre les soussignées

Mme NAVARRO Josée, née le 10/01/1964 à Strasbourg nationalité française, demeurant : 4 Rue du Vallon 66000 Perpignan.

Mme. SELLOUNI EL KARKAR Badria, née le 28/09/1991 à Larache au Maroc, nationalité française, demeurant 2 Rue Marly 78150 Le Chesnay Rocquencourt

Présentement établi ce qui suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux, comme entre tous porteurs de parts sociales déjà créées ou à créer.

TITRE PREMIER

FORME-OBJET-DENOMINATION-SIEGE-DUREE

ARTICLE 1^{er} FORME

SARL

Il est formé par les présentes, entre les soussignés, ainsi qu'entre tous les porteurs de présentes parts et de celles qui seraient créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les présents statuts et par les lois en vigueur sur les sociétés commerciales, notamment les dispositions de la loi 66/537 du 24 Juillet 1966 et le décret 67/236 du 23 Mars 1967, tels que modifiés successivement par les lois n° 81/1160 et 81/1162 du 30 Décembre 1981, n° 84/148 du 1er Mars 1984 et 85/697 du 11 Juillet 1985 et 88/15 du 5 Janvier.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, dans l'Union Européenne et à l'étranger directement ou par l'intermédiaire de filiales, existantes ou à créer ou au travers de toute prise d'intérêts ou de participation sous toutes leurs formes, dans tout groupement, toute entreprise ou société, quelle qu'en soit la forme juridique ou l'objet. L'objet social est : **Etudes, conceptions, agencements, rénovations, installations électriques, hydraulique, climatisation, climatisation, isolation, ravalement**

ARTICLE 3 -DENOMINATION

La société adopte la dénomination de : **A2C**



Tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces, publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie lisiblement des mots : « Société à Responsabilité limitée », ou des initiales : « SARL », Société régie par la loi du 24 Juillet 1966 et par le décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, ainsi que de la désignation du siège social, du montant du capital et des dates et numéros d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

4 Avenue Henri Barbusse 93700 Drancy

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville, par décision de la gérance, et en tout autre lieu, par décision collective des associés, prise à la majorité des trois quarts du capital.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans (99), à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévues aux statuts.

Un an, au moins, avant l'expiration de la durée de la société, la gérance devra provoquer une décision collective des associés, aux conditions, requises pour les modifications statutaires à l'effet de proroger la durée de la société. A défaut, tout associé pourra provoquer une telle réunion, dans les conditions prévues par l'article 1866 du code travail.

TITRE DEUXIEME

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

La somme de 30 000 € représentant 100 % des apports en numéraire comme la stipule la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 a été déposée au compte commercial de la banque de la société

Les associés reconnaissent avoir déposé ladite somme en intégralité au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation. Le retrait de cette somme sera effectué sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés par le gérant ou par une décision ordinaire des associés



ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de 30 000 € (trente mille Euros). Il est divisé en 100 parts sociales (cent parts) d'une valeur nominale de 300 € (trois cent Euros) chacune, libérées en totalité, numérotées de 1 à 100 et ainsi réparties entre les associés :

Mme NAVARRO Josée possède.....	..50 parts
numérotées de 1 à 50.....	50 % des parts
Mme. SELLOUNI EL KARKAR Badria possède.....	50 parts
numérotées de 51 à 100.....	50 % des parts
TOTAL.....	100 parts

Total égal au nombre de parts (100 parts) constituant le capital : 30 000 € (trente mille Euros)

-Conformément à la loi, les associés soussignés déclarent expressément que les 100 parts (cent parts) présentement créées, ont été souscrites en totalité par les associés sus désignés, et dans les proportions définies ci-dessus, qu'elles représentent bien les apports sus énoncés en numéraire et en nature qu'elles sont libérées en totalité.

ARTICLE 8 - CESSION DES PARTS

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte de cession notarié ou sous seing privé : elles sont opposables à la Société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la Société ou acceptée par elle, dans un acte notarié, conformément à l'article 1960 du code civil, en outre, aux tiers qu'après la publication au Registre du Commerce, conformément à l'article 31 du décret du 23 Mars 1967. Les cessions de parts sociales à des tiers ne pourront être effectuées qu'avec le consentement du coassocié, ou de la majorité fixée par l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966, et dans les conditions fixées par ledit article. Entre les associés, les parts sont toujours librement cessibles.

ARTICLE 9-REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux ou à défaut, par le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente. Les usufruitiers et nus



propriétaires doivent également se faire représenter par une seule et même personne nommée d'accord entre eux; à défaut d'entente, toutes communications sont faites aux seuls usufruitiers et ceux-ci pourront prendre des parts aux décisions collectives.

ARTICLE 10 - DROIT DES PARTS

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts sociales existantes, dans la propriété de l'actif social.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts, au-delà tout appel de fonds est interdit, sauf ce qui est mentionné à l'article 22.

ARTICLE 12- GERANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, les associés nomment en qualité de gérant(e) :

Mme NAVARRO Josée 4 Rue du Vallon 66000 Perpignan

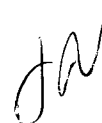
Pour une durée d'un an avec tacite reconduction. Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, dans toutes circonstances et pour faire et autoriser tout acte et opérations relatives à l'objet social.

Les (le) gérants ont la signature sociale. Ils pourront se faire remplacer par un mandataire pour les opérations rentrant dans le cadre de celles ci-dessus prévues.

Toutefois, il est expressément stipulé que tous emprunts, toutes ventes, tout échange d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions d'hypothèques sur les immeubles sociaux ou de nantissements sur les fonds de commerce appartenant à la société et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer , ne pourront être réalisés qu'avec le consentement unanime des associés et sur leur signature conjointe à peine de nullité des engagements contractés par les gérants seuls, au mépris de la présente clause. Les gérants devront consacrer tout leur temps et tout leur soin aux affaires de la société.

ARTICLE 13- RESPONSABILITES DES GERANTS

Les gérants ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société. Ils sont responsables envers la société, soit envers les tiers, des infractions aux dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, des violations des présents statuts et



des fautes par eux commises dans leur gestion, conformément aux articles 52, 53 et 54 de ladite loi et aux articles 45 et 46 du décret du 23 Mars 1967.

ARTICLE 14 - RENUMERATION DES GERANTS

Les gérants ont droits, en rémunération de leur travail, et en compensation de la responsabilité attachée à leur gestion, à un traitement qui sera fixé ultérieurement. Ledit traitement sera payable à la fin de chaque mois, et p01té aux frais généraux, indépendamment de leurs frais de représentations, voyages et déplacements.

ARTICLE 15 -ASSEMBLEE

Les associés se réunissent de plein droit tous les ans, sur convocation faite par les gérants dans les formes et délais fixés par l'article 57 de la loi du 24 Juillet 1966. Ils se réunissent plus souvent, s'il en est besoin, notamment pour donner aux gérants toutes autorisations spéciales. Toutes les décisions collectives ordinaires devront être prises d'un commun accord entre les associés. Dans le cas où il existerait plus de deux associés, les décisions collectives ordinaires devront être prises à la majorité prescrite à l'article 59 de la loi du 24 Juillet 1966 et à la majorité prévue par l'article 60 de ladite loi pour les décisions extraordinaires, c'est-à-dire celles ayant trait à des modifications statutaires.

ARTICLE 16 -DUREE DE L'EXERCICE

L'année sociale commence le premier Janvier et finit le trente un Décembre.

ARTICLE 17-LIVRE D'INVENTAIRE

Il doit être tenu des écritures des affaires sociales, suivant les lois et usages de commerce, du passif de la société le compte d'exploitation générale de l'actif et du passif de la société, le compte de l'exploitation générale, le compte de résultat et le bilan. Il est établi un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Ces textes et résolutions proposés, sont communiqués aux associés dans les conditions et les délais fixés par l'article 56 du 24 Juillet 1966. Ils sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. L'inventaire, le compte d'exploitation, profits et pertes et le bilan sont transcrits sur un registre spécial et signés par le gérant.



ARTICLE 18 - BENEFICES

Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif, et de toutes provisions pour risques commerciaux ou industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours quand ledit fonds de réserve est réduit à moins du dixième du capital social.

Le surplus des bénéfices net est réparti aux associés, proportionnellement au nombre des parts qu'ils possèdent. Toutefois, sur le surplus des bénéfices, les associés pourront décider, d'un commun accord, à la majorité fixée par l'article 59 de la loi du 24 Juillet 1966, qu'il sera prélevé certaines sommes, soit pour être portées sur le fond de réserve extraordinaire, ou à un compte d'amortissement des parts sociales. Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que, toutefois, aucun des associés puisse en être tenu au-delà du montant de ses parts.

ARTICLE 19 - SUCCESSION

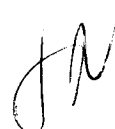
La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé, titulaires des parts de leur auteur. Toutefois, les associés survivants auront la faculté de racheter soit en totalité, soit en partie, les parts dépendant de la succession, à la charge de faire connaître leur intention à cet égard aux héritiers et représentants de l'associé décédé, dans un délai de trois mois à partir du décès.

Cette priorité pourra être exercée par les associés survivants, pour un nombre de parts proportionnel à celui des parts qu'ils possèdent au jour du décès.

Le prix du rachat sera fixé par les intéressés sur les bases d'un inventaire qui sera dressé alors en la forme commerciale, valeur au jour du décès, par les associés survivants, les héritiers et représentants de l'associé décédé et en cas de désaccord, par un ou plusieurs experts désignés par Mr. Le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant en référé, dans les conditions fixées par les articles 44 et 45 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 20 - PERTES



Conformément à la loi du 30 Décembre 1981 en cas de pertes constatées dans les documents comptables, et si l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 21-TRANSFORMATION

La présente Société pourra être transformée en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions par décisions unanimes des associés. Elle pourra être transformée en Société anonyme dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi du 24 Juillet 1966.

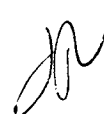
ARTICLE 22 - A l'expiration du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée de la Société, la liquidation sera faite par les soins du liquidateur nommé à cette effet par les associés, dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus, ou à défaut par l'un des associés désignés à la majorité fixée par l'article 60 de la loi du 24 Juillet 1966.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. Les premiers fonds provenant de la liquidation de la Société seront avant tout employés à l'extinction du passif et des charges de la Société envers les tiers.

Après cette extinction, les associés seront remboursés du montant de leurs parts sociales, ce qui sera réparti entre les associés dans les proportions des parts dont ils seront alors propriétaires.

Toutefois, il est rappelé, qu'en cas de faillite ou de règlement judiciaire, le Tribunal de Commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par les gérants ou associés ainsi qu'il est précisé dans l'article 54 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 23 - Les héritiers, représentants ou ayant droit ou créancier d'un associé, ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société et s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration. Pour l'exercice de leurs droits, ils devront se



référer aux présents statuts, aux modifications qui pourraient leurs être apportées, et aux décisions prises par les associés.

ARTICLE 24 - INTERVENTION

Mme NAVARRO Josée Intervient aux présentes pour satisfaire en tant que besoins aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil.

ARTICLE 25 - COMPETENCE

Pour l'exécution des présentes, les soussignés font élection de domicile au siège de la Société, avec attribution de juridiction au Tribunal de Commerce de Paris

ARTICLE 26 - PUBLICATION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un pour des originaux pour faire les dépôts publications prescrits par l'article 6 de la loi du 24 Juillet 1966 et les textes réglementaires.

ARTICLE 27 - FRAIS

Les frais auxquels le présent acte donnera lieu, seront à la charge de la Société. Ils seront portés au compte des frais généraux ; et amortis dès le premier exercice.

Fait à Drancy,

Le 12/12/2023

Certifié conforme à l'original

Le Gérant

Josée NAVARRO

Certifiée conforme à l'original
